

<https://mrmondialisation.org/pourquoi-planter-des-arbres-aveuglement-ne-nous-sauvera-pas-du-crash-climatique/>

Pourquoi planter des arbres aveuglement ne nous sauvera pas du crash climatique

27.09.2019

Au vu de la gravité grandissante de la crise climatique, le 5ème rapport du GIEC enjoint les États à prendre les mesures d'urgence nécessaires afin de demeurer en-dessous de 1,5°C de réchauffement planétaire par rapport à l'ère préindustrielle. Une étude récente soumet à présent une reforestation massive comme la solution ultime – jugée toutefois simpliste et irréfléchie par d'autres scientifiques – pour pallier les méfaits de l'utilisation de combustibles fossiles. En réponse, de nombreux pays ont d'ores et déjà entamé des programmes de reforestation. Planter des arbres pour « sauver le monde » est rapidement devenu la solution à la mode et il faut avouer qu'elle est assez séduisante. Mais ces projets peuvent-ils réellement être efficaces pour endiguer le changement climatique anthropique ? Le point sans concession.

Il faut se rendre à l'évidence : **les options pour répondre à l'urgence climatique se font aujourd'hui de plus en plus rares** tant nous avons laissé volontairement la situation nous échapper. En effet, pour stabiliser le réchauffement à 1,5°C (en sachant que le niveau des températures mondiales est aujourd'hui estimé à +1°C par rapport au début de l'industrialisation), **une neutralité des émissions de CO₂ s'impose d'ici 2050** selon le [rapport du GIEC \(Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat\) paru en octobre 2018](#). Et 2050, c'est demain. Malheureusement, une telle transition ne semble pas être au goût de la plupart des gouvernements. Pourtant, chaque fraction de degré compte, **chaque hausse de température planétaire, aussi minime puisse-t-elle paraître, engendre une panoplie de conséquences dramatiques**, aussi bien pour l'environnement que pour l'humanité. Mais comment en sommes-nous arrivés là ?

La révolution industrielle marque le début de l'exploitation et de la combustion de quantités colossales d'hydrocarbures (charbon, pétrole, gaz naturel). **La transformation de ces combustibles fossiles entraîne un relâchement démesuré de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, intensifiant l'effet de serre.** Ce dernier est un phénomène naturel permettant de piéger une partie du rayonnement solaire dans l'atmosphère et de le renvoyer sous forme de chaleur au sein de celle-ci afin de maintenir une température encourageant le développement de la vie sur Terre. **L'intervention anthropique dans ce processus est la cause d'un [niveau de CO₂-atmosphérique sans précédent depuis 3 à 5 millions d'années selon l'Organisation météorologique mondiale](#).** Cette libération brutale, conjuguée à une déforestation massive et à l'acidification des océans, bouleverse le cycle naturel du carbone, réchauffant le climat de manière globale **avec une rapidité qu'aucun cycle naturel ne peut égaler.** Il faut noter que l'utilisation de combustibles fossiles n'est pas la seule responsable de cette intensification, **l'agriculture et les élevages ne sont pas en reste avec des émissions de méthane et de protoxyde d'azote qui sont également des gaz à effet de serre.**

Ces éléments factuels n'empêchent malheureusement pas de nombreux climato-sceptiques de se complaire dans leurs illusions et l'état d'urgence planétaire n'est toujours pas déclaré.

L'incongruence des dirigeants politiques face à cette situation et leur manque de motivation à réduire les émissions de gaz à effet de serre mènent de plus en plus de scientifiques à chercher des solutions pour agir sur un des symptômes de notre effondrement. Parmi ces travaux, [une étude publiée le 5 juillet 2019 dans la revue Science](#) estime qu'**il y aurait suffisamment de surface terrestre pour planter 1 000 milliards d'arbres supplémentaires afin de réduire de 25 % les niveaux de CO₂ dans l'atmosphère**. Selon ces chercheurs, il serait théoriquement possible de **juguler les effets du changement climatique en restaurant massivement les forêts à travers le monde**. L'étude se base sur le fait qu'en poussant, les plantes absorbent le CO₂ atmosphérique et rejettent de l'oxygène grâce à la photosynthèse. Cependant, bien que la reforestation reste plus naturelle que l'élaboration d'appareils high-tech destinés à absorber le gaz carbonique, **cette option présente toutefois des limites non négligeables qu'il convient de comprendre afin de ne pas se bercer d'illusions**.

Non, la reforestation n'est pas la panacée de l'écologie

Selon l'étude Suisse, **0,9 milliards d'hectares de surface terrestre** pourraient être utilisés pour capturer 205 gigatonnes de dioxyde de carbone dans les décennies à venir, ce qui représente deux tiers du CO₂ généré sous l'empreinte de l'Homme depuis le début de l'ère industrielle. **Ces conclusions s'accordent avec les recommandations du GIEC qui prône l'ajout d'un milliard d'hectares de forêt pour limiter le réchauffement à 1,5°C à l'horizon 2050**. Cependant, cette réponse au changement climatique est considérée comme étant **peu élaborée** par [des scientifiques](#) qui n'ont pas tardé à s'exprimer. Les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat insistent sans détour : **[il nous faudra bien plus que de planter des arbres pour nous sauver à ce stade](#)**. D'autant plus dans un contexte productiviste qui épuise les sols. Certes, personne ne pourra le contester, les arbres ont mille vertus pour la vie sur Terre. **L'arbre est un symbole de vie et de résilience du vivant**. Il ne peut être que judicieux d'en planter un maximum et ce, pour des raisons multiples. Toutefois, **cela ne peut pas être fait sans démarche holistique**.

En effet, **[la capacité de stockage de carbone d'un arbre dépend de nombreuses variables](#)** incluant le climat, l'état des sols, l'espèce, l'âge, l'écosystème général, etc. Il est avant tout essentiel de **réfléchir aux types de forêts qui devraient être recrées** en fonction des particularités des endroits géographiques visés. D'autre part, il est impératif de **ne pas négliger la biodiversité déjà existante des milieux non forestiers** qui pourrait être mise à mal avec de telles modifications artificielles. Il faut ensuite noter que **les forêts artificielles, plus particulièrement les monocultures, [n'équivalent en aucun cas aux forêts primaires](#), que ce soit dans le cadre du stockage de carbone ou sur d'autres niveaux**.

Il ne faut pas se leurrer, **l'annonce de chiffres impressionnants ne suffira pas à démontrer l'efficacité de ces programmes de reforestation**. Prenons l'exemple d'un projet ambitieux d'afforestation qui n'a pas connu le succès espéré : **la Chine a planté 66 milliards d'arbres depuis 1978**, formant la « Grande muraille verte » le long du désert de Gobi. Un chiffre véritablement impressionnant. Et pourtant, selon [des travaux réalisés Cao Shixiong, chercheur à l'Université](#)

[forestière de Beijing](#), seuls **15 % des arbres plantés depuis 1949 en Chine durant des projets d'afforestation ont survécu**. La cause : des plantations de monocultures prédisposées aux maladies. Certains endroits ont même été marqués par **une aggravation de la situation** en raison de la présence d'arbres puisant davantage d'eau dans les zones arides, dégradant les écosystèmes et augmentant l'érosion par le vent. D'autre part, **cette Grande muraille verte a également intensifié la pollution dans les villes** en diminuant la circulation du vent selon [une autre étude publiée en 2018 par des chercheurs chinois](#). Des conséquences négatives inattendues, tant la nature est complexe, qui **doivent nous inciter à réfléchir précisément à la juste manière de procéder**.

Un autre exemple : [des travaux datant de 2016](#) qui ont montré que **la substitution des forêts gérées artificiellement aux forêts naturelles** en Europe depuis 1750 **a paradoxalement contribué au réchauffement climatique, entraînant une diminution de 10 % du stockage de carbone dans ces milieux**. Les scientifiques pensent que c'est le remplacement des arbres feuillus (tels que les chênes) par des conifères qui est la cause de cet impact négatif sur le climat. En effet, ces espèces sont nettement moins aptes à absorber le carbone que les arbres natifs. Qui plus est, **ces ersatz de forêts naturelles ont la particularité de capter plus facilement la chaleur, accentuant d'autant plus l'augmentation globale des températures**. Cette étude montre bien que **la mitigation du changement climatique par la reforestation est vouée à l'échec tant qu'il ne sera pas admis que les différentes formes de sylviculture n'ont pas les mêmes effets sur le climat**. En l'occurrence, la sylviculture industrielle par monocultures, le choix plébiscité de tous aujourd'hui car le plus « productif » en terme de couverture, est le plus contre-productif. Aussi, planter des arbres à l'aveugle n'est pas seulement bien moins efficace au regard de ce que nous offre la nature, cela peut également **engendrer des problèmes insoupçonnés tout en nous faisant croire que nous travaillons dans la bonne direction**.

Dans une interview pour le quotidien d'information [20 minutes](#), Frédéric Amiel, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales, soulève une question importante concernant les projets de reforestation : **que ferons-nous de ces forêts artificielles ? Si ces programmes débouchent sur de nouvelles coupes quelques décennies plus tard, comme l'envisage l'industrie de la sylviculture, les forêts ne seront en aucun cas des puits à carbone** puisque ce dernier sera relâché dans l'atmosphère une fois les arbres coupés et brûlés. Dans le pire des cas, elles pourraient même avoir un bilan négatif. **Pour que la reforestation soit efficace, il est essentiel de laisser les forêts vivre pendant plusieurs siècles**. Notons également que pour la plupart des types de plantations, il faut [prendre soin des arbres tout au long de leur croissance](#). Ainsi, **les objectifs de reforestation (ou à moindre échelle, de reboisement) sont loin d'être suffisants pour que les arbres plantés puissent prospérer**. Leur entretien après la plantation n'étant pas prévu, ils risquent de s'éteindre aussi vite qu'ils sont apparus avec pour cause des maladies potentielles ainsi qu'une rivalité accrue pour les nutriments et la lumière.

Un autre point central, et pas des moindres : il serait plus que temps de **changer notre regard sur les arbres et arrêter de les considérer comme de simples puits de carbone**. **Les forêts naturelles forment des écosystèmes résilients empreints d'équilibre**. Ils jouent un rôle majeur en matière de biodiversité, de lutte contre l'érosion et les inondations, de purification de l'eau, de fertilisation des sols et bien d'autres encore. **Une reforestation avec pour seul objectif l'aspect quantitatif risque d'être contre-productive** sur bien des niveaux. En fin de compte, **une bonne**

dose d'humilité politique ne nous ferait pas de mal face à la complexité de la nature. Un film-documentaire édifiant de François-Xavier Drouet intitulé « *Le temps des forêts* » datant de 2018, nous invite à traiter les arbres avec plus de respect et à **reconsidérer l'importance des forêts vivantes face aux monocultures de la sylviculture industrielle destinées à satisfaire l'obsession humaine de la rentabilité.**

[LE TEMPS DES FORETS - Bande annonce](https://www.youtube.com/watch?v=QT560lu9GXo)
<https://www.youtube.com/watch?v=QT560lu9GXo>

Déforestation, sécheresses et incendies : des fléaux qui s'intensifient

Aujourd'hui, **la déforestation est un des principaux contributeurs aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et donc au réchauffement planétaire.** Ainsi, avant de penser à une reforestation massive, ne devrions-nous pas d'abord **remettre en cause la destruction des zones forestières vierges existantes** ? Il faut savoir que **les forêts tropicales** (en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie) **ont représenté pendant longtemps le second « poumon vert de la planète »** (le premier restant l'océan et son phytoplancton), captant une part des émissions humaines de gaz à effet de serre. Toutefois, selon une [étude alarmante parue le 29 juillet 2019 dans la revue *Nature Plants*](#), **cette capacité de captation de CO₂ s'est amoindrie de manière dramatique à cause de la déforestation**, de la transformation des zones naturelles en terres agricoles et des sécheresses (épisodes *El Niño*), laissant aujourd'hui **un bilan carbone globalement neutre**, avec l'imminence d'un basculement vers le négatif si la dévastation ne s'arrête pas. En termes simples : les forêts ne jouent plus leur rôle de poumon vert.

Aujourd'hui, **cette tragédie appelle plus que jamais à laisser les forêts**, ou ce qu'il en reste, en paix, sans quoi le phénomène s'intensifiera et contribuera à l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, accélérant d'autant plus le réchauffement climatique. **Et la reforestation artificielle risque par ailleurs de camoufler cet impératif majeur.** Car sans cette déforestation, le poumon vert de la planète jouerait encore son rôle, absorbant une partie des émissions anthropiques de CO₂ de l'atmosphère. Pourtant, cette question ne semble pas prioritaire aux yeux du monde. [La déforestation ne cesse de s'accroître et aurait atteint une augmentation de 88,4 % au Brésil entre juin 2018 et juin 2019](#) selon l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE). C'est une tendance qui s'est renforcée depuis l'élection du président Jair Bolsonaro, climato-sceptique notoire et fervent défenseur du déni. Il a d'ailleurs [rejeté en bloc ces dernières données](#) sur la destruction de la forêt amazonienne, **allant jusqu'à licencier le directeur de l'INPE**, Ricardo Galvão.

Les dirigeants assoiffés de controverses sur le changement climatique ne sont pas les seuls à s'acharner sur les forêts, **le déclin du climat entraînant une multiplication des catastrophes naturelles y participe également.** Par exemple, **de violents feux de forêt ont récemment ravagé la Sibérie**, engendrant [des conséquences désastreuses](#) pour l'environnement et la sécurité des habitants. Selon Greenpeace, cette dévastation aurait touché [13,1 millions d'hectares depuis le début de l'année 2019](#), créant **une nouvelle urgence climatique** à laquelle le gouvernement russe peine à répondre adéquatement. Pourtant, **les forêts de la Fédération de Russie ont représenté 90 % des puits de carbone des forêts boréales mondiales entre 2000 et 2007**, leur rôle est donc

considérable à l'échelle planétaire. [Selon Xavier Fettweis](#), chercheur au Laboratoire de climatologie et de topoclimatologie de l'Université de Liège :

*« Les feux ont deux conséquences: ils vont réchauffer les sols de Sibérie. Ces sols sont appelés permafrost parce qu'ils sont gelés en permanence, on pense qu'ils contiennent beaucoup de méthane en profondeur. **Le fait de réchauffer ces sols pourrait libérer le méthane qu'ils contiennent.** C'est un gaz à effet de serre très puissant, comme le CO₂. Ensuite, en brûlant, le bois émet aussi du CO₂, les feux ne font donc qu'amplifier l'effet du réchauffement climatique. »*

Guérir les poumons de la planète, pas planter à l'aveugle

Le [rapport spécial du GIEC présenté le 8 août 2019](#) nous avertit sans surprise de la **surexploitation de nos ressources** qui met en danger la biodiversité et la sécurité alimentaire mondiale tout en amplifiant les émissions de CO₂. Il confirme également **l'urgence de l'arrêt de la déforestation et la nécessité de protéger les forêts tout en restaurant celles qui ont été dégradées**. De nombreux efforts doivent être faits aujourd'hui pour rétablir le poumon vert de la planète et une multitude d'informations manquent encore à l'équation pour parvenir à établir des solutions appropriées. Selon [une étude menée par un groupe international de scientifiques, publiée dans la revue Nature en avril 2019](#), **la végétation de l'hémisphère nord absorberait de plus en plus de CO₂ produit par l'Homme**, contribuant ainsi au ralentissement – tout relatif à ce jour – du réchauffement climatique. Il devient aujourd'hui de plus en plus urgent de mettre en place des mesures adéquates afin de **préserver les espaces forestiers vernaculaires, notamment les forêts boréales, des aléas naturels (comme les incendies en Sibérie) mais également de l'impact anthropique**. Bien que chaque parcelle de nature compte, un bilan reste à faire à échelle planétaire afin de déterminer les régions où doivent être concentrés les efforts destinés à guérir ce poumon vert de la Terre.

Avant de nous engager dans une reforestation accélérée et irréfléchie, nous devons tout d'abord **mettre fin à la déforestation et laisser les forêts reprendre de l'espace en favorisant leur reconstitution naturelle**. Il sera également judicieux d'employer [des méthodes de reforestation comme celle développée par le botaniste japonais Akira Myiawaki](#) qui permet aux arbres d'avoir une résistance accrue aux conditions météorologiques extrêmes. Technique misant sur la **recréation de la biodiversité naturelle**, elle permet également un **développement plus rapide des forêts** grâce aux interactions entre les plantes. De surcroît, **ces forêts absorbent de grandes quantités de CO₂ atmosphérique et ne nécessitent pas d'intervention humaine après avoir été plantées**.

Il convient également de garder à l'esprit **une réalité : ce ne sont pas les forêts mais les océans qui constituent le poumon le plus influent de la planète**. En effet, ils permettent de **dissoudre les gaz tels que le dioxyde de carbone présents dans l'atmosphère en quantités astronomiques**, en particulier dans les zones à basse température. Grâce aux courants, le CO₂ se retrouve ensuite réparti et capturé dans les eaux profondes. D'autre part, tout comme pour les plantes terrestres, la photosynthèse permet au phytoplancton (plancton végétal) d'**absorber le CO₂ atmosphérique qui sera ensuite stocké dans les sédiments marins**. Les océans ayant une biomasse plus importante que celle des forêts, ils permettent de **recycler plus de dioxyde de carbone et de produire plus de dioxygène**. Ils font ainsi partie des alliés les plus puissants dans notre lutte contre le réchauffement

Le saviez-vous ? Industrialisation oblige, les forêts de France sont elles aussi aspergées de glyphosate et d'engrais chimiques. Elles sont devenues le terrain commercial des coopératives forestières, qui multiplient les plantations de résineux, les monocultures et les coupes rases pour rendre les forêts rentables. Dans son livre, *Main basse sur les forêts*, le journaliste Gaspard D'Allens alerte sur les conséquences environnementales générées par la sylviculture industrielle. Va t-on vers un désert biologique ? Extraits.

Jean-Pierre n'en revient pas. En 2018, il a dû jeter toute sa récolte de miel d'automne. Plus d'une tonne soit 10 000 euros de perte. Ce cinquantenaire est apiculteur dans le Parc naturel des Landes de Gascogne. Ses abeilles butinent la callune, l'Erica et la bruyère sous les voûtes des pinèdes. Il y a quelques années, Jean-Pierre s'était réfugié dans la forêt pour fuir la campagne de moins en moins riche en plantes mellifères et arrosée de pesticides qui décimaient ses cheptels. Il avait cru trouver ici un havre préservé. « *Mais je me suis trompé* », dit-il.

A proximité de ses ruches, il a vu des forestiers en combinaison blanche, masque sur le visage, pulvériser au tracteur un épais nuage chimique. « *La bruyère était en fleur !* », s'offusque l'apiculteur. Entre les lignes de pins, les végétaux ont pris une couleur rousse. Les ronces et les fougères se sont desséchées. Le grossiste de Jean-Pierre a retrouvé dans son miel un taux de glyphosate deux fois supérieur à la norme autorisée. Au même moment, le débat sur l'utilisation de cette molécule en agriculture enflammait l'Assemblée nationale. Mais son emploi dans les bois semblait largement ignoré.

Des forêts aspergées de glyphosate

« *Tu nous emmerdes avec tes abeilles, tu n'as qu'à prendre ta retraite* », lui ont répondu ses voisins quand Jean-Pierre a demandé des explications. Il s'est retrouvé démuni. « *Persona non grata* », dans cet univers où les plantations sont reines. Peu d'apiculteurs osent faire de vague. Pour ne pas choquer leur clientèle, éviter un surcroît de contrôle. « *Plus tu cherches des substances, plus tu risques d'en trouver* ». Et puis à quoi bon ? « *Contre qui se retourner ? Attaquer Bayer, le fabricant du Roundup ? Ils ont le droit de vendre leur produit. Les forestiers ? Ils sont autorisés à l'épandre* ». Non, tout pousse à se taire.

« *Vous savez qui c'est, en face, le voisin ?* ». Jean-Pierre fait la moue, exprimant un sentiment d'impuissance. « *C'est le nouveau grand seigneur, le pape de la forêt* », répond-il. Il s'agit d'Henri de Cerval, propriétaire terrien, président de la première coopérative forestière française, Alliance forêt bois. Elle s'étend de l'Occitanie à la Bretagne, brasse 300 millions de chiffre d'affaires et compte plus de 45 000 adhérents. 15 % du bois commercialisé au sein de la forêt privée passe par elle. C'est une méga structure qui est devenue le chantre de l'industrialisation de la filière. Elle a notamment publié un « Manifeste en faveur des forêts de plantation ».

« La forêt de plantation est avant tout une entreprise »

« *La forêt de plantation se positionne d'emblée dans le champ économique* », annonce son préambule, « *elle suppose un investissement initial qui doit être rentable et implique le plus souvent un lien fort avec l'industrie.* » Le voisin de Jean-Pierre, Henri de Cerval, s'attaque régulièrement à la forêt dite « multifonctionnelle », qui aurait à égalité un rôle écologique, économique et social. « *La forêt est avant tout une entreprise*, assure-t-il dans un édito de septembre 2018. *Nous ne pouvons pas assouvir les fantasmes de tous les citoyens. Nous ne supportons plus d'être la caution*

de tous ceux qui polluent notre planète et qui, pour se donner bonne conscience, nous interdisent de travailler. »

Quand France Bleu l'interroge sur l'usage du glyphosate dans ses parcelles, le président d'Alliance forêt bois prend une voix bravache, un peu désabusée. « *On ne peut pas parler du glyphosate en forêt, alors je n'en parlerai pas. Parce qu'il y a des médias et des groupuscules de militants qui condamnent à mort ce produit.* » Jean-Pierre ne pèse rien face au géant. Il s'écrase. Mais sa colère ne désemplit pas. « *Si la forêt est contaminée, que nous reste-t-il ? Je ne vais quand même pas mettre mes abeilles dans un enclos. Ce n'est pas du bétail !* »

70 pesticides différents utilisés dans les bois

En 2017, dans les Landes, 2 000 hectares de forêt ont été aspergés au glyphosate selon *France Bleu*. Rapportée aux deux millions d'hectares du parc, la pratique peut sembler marginale mais elle illustre une tendance de fond. « *Je vis dans un laboratoire, décrit Jean Pierre, les industriels font des expérimentations. Et si c'est rentable, ils généralisent.* » L'usage du glyphosate a d'abord été réservé au désherbage des jeunes plants. Maintenant, on l'emploie aussi pour « nettoyer » les allées de pins quand ils sont plus âgés, entre 15 et 20 ans.

Pour les plantes sauvages, il n'existe pas de réglementation sur les pesticides. Contrairement à l'agriculture, il n'y a pas de quantité limitée, de normes, ou un cahier des charges. Les cadres restent très flous. Les Amis de la Terre ont recensé plus de 70 herbicides et insecticides utilisés dans les bois pour le dégagement des parcelles, le désherbage avant la mise en culture, le traitement des parties aériennes ou la dévitalisation des souches. Mais aucun système centralisé ne permet de se rendre compte de l'ampleur du problème. Aucune étude sanitaire officielle n'a été réalisée pour mesurer l'impact sur la faune et la flore ou sur les nappes phréatiques dont la forêt est le premier filtre. Seules quelques plaintes remontent ici ou là.

Dans le Limousin, c'est le Suxon Forest qui a créé la polémique. Cet insecticide extermine l'hylobe, un charençon qui se nourrit de la sève des résineux et dont la prolifération est favorisée par les coupes rases. Dans la composition du produit, on retrouve de l'imidaclopride, un néonicotinoïde très toxique qui ravage les abeilles. C'est aussi la molécule active du Gaucho, en agriculture, qui a été interdit pour ses effets sur la biodiversité. Étrangement, son utilisation en forêt ne semble pas inquiéter. L'imidaclopride est pourtant 7000 fois plus toxique que le DDT et les doses employées sont colossales. D'après les calculs de l'association Nature sur un plateau, on en répand six fois plus par hectare dans une plantation de pins douglas avec du Suxon Forest que dans les champs de tournesol aspergés de Gaucho.

Des algues vertes se répandent dans les lacs

Les pesticides sont le symptôme d'une forêt dénaturée qui ne peut plus pousser par elle-même et que l'on gave d'intrants. Dans les allées de résineux, ce ne sont plus des arbres qui s'étirent sur l'horizon mais de simples chimères, des ersatz immatures directement branchés sur un système industriel. En 2010, un représentant du ministère de l'Agriculture, lors d'un colloque au Sénat, qualifiait la forêt de « *gigantesque amas de molécules chimiques* ». Alors pourquoi ne pas en injecter quelques autres ?

La Coopérative forestière Bourgogne Limousin (CFBL) traite 90 % de ses plants aux insecticides, elle ajoute aussi des engrais phosphatés pour favoriser la croissance des résineux. Sur les bassins versants, avec le ruissellement, l'acide phosphorique des engrais part dans les cours d'eau. L'été, une fine irisation stagne à la surface. Les lacs se recouvrent d'algues vertes et deviennent impropres à la baignade. Les plantations de douglas vont-elles détrôner les porcheries de Bretagne ? Verra-t-on dans le Limousin des marées vertes comme dans l'ouest de la France ? Plusieurs associations alertent les autorités sur le sujet. En vain. La CFBL, elle, continue de proposer à ses propriétaires d'« *enrichir la forêt en l'amendant* ».

L'imagination des industriels est sans limite. Certains souhaitent épandre sous les arbres les boues des stations d'épuration avec leurs résidus pharmaceutiques et leurs métaux lourds. Des expérimentations ont débuté en Franche-Comté et dans les Landes. A quand des forêts fertilisées par le lisier humain, imbibées d'antibiotiques, d'hormones et de mercure ?

Les monocultures résineuses stérilisent le sol

Comme l'agriculture intensive, la sylviculture industrielle a des conséquences environnementales préoccupantes dont on commence à peine à prendre conscience. Son triptyque - plantation de résineux, monoculture et coupe rase - provoque à chaque étape des dégradations qui s'accumulent et font système, jusqu'à créer un désert biologique.

L'enrésinement détériore d'abord la fertilité du sol. Les aiguilles de pin se décomposent très lentement. Elles mettent en moyenne sept ans pour disparaître et donnent un humus acide qui entraîne un appauvrissement en chaîne de tout le milieu. Il y a moins de vers de terre – 0,13 g seulement sous un épicéa pour 3,42 g de lombrics sous un chêne –, 9 fois moins de bactéries en pessières (forêts d'épicéas) qu'en chênaie. Le travail du sol ralentit et il se stérilise peu à peu.

Son acidification conduit aussi à libérer des substances toxiques. Par exemple, avec un PH faible, l'aluminium présent dans la roche mère se solidifie. Il se répand dans les eaux et pollue les sources. Selon une étude d'UFC Que Choisir, en 2014, plusieurs zones de captage proches de plantations résineuses sur le plateau de Millevache, ont été jugées impropres à la consommation humaine en raison d'une concentration extraordinaire d'aluminium. Cet élément est classé parmi les neurotoxiques.

Les coupe rases bouleversent les écosystèmes

Et que dire de la coupe rase avec ses allures de champ de bataille ? Elle bouleverse également les écosystèmes. Les machines de trente tonnes compactent le sol, le décapent, il devient dur comme une cuirasse de béton. « *Il faut 100 ans pour fabriquer un centimètre de sol et dix minutes pour le détruire* », résume Vincent, un adhérent de l'association Nature sur un plateau dans le Limousin. « *Après le passage des abatteuses, la terre est tassée pour au moins trois ou quatre générations. Certains podologues disent même jusqu'à la prochaine glaciation !* ». La micro faune qu'il renferme est broyée. Le monde fongique aussi. Les champignons mycorhiziens, indispensables à l'alimentation des arbres, ne supportent pas le dessèchement ni l'exposition à de très fortes températures. Or, après une coupe rase, sans couvert forestier, la chaleur peut augmenter de dix degrés au sol...

Les professionnels travaillent quelles que soient soit les conditions météorologiques afin d'amortir le prix de leur matériel. Une abatteuse à l'arrêt coûte 1500 euros par jour. Qu'il pleuve ou qu'il neige, ils labourent les parcelles. Lorsqu'elles sont en pente, avec l'érosion, « *c'est un toboggan à sédiments* ». Les rivières s'ensablent. Les frayères où pondent les poissons se comblent. Des moules perlières aux truites jusqu'à la loutre, les dégradations s'abattent en cascade sur le milieu aquatique. L'association Sources et Rivières du Limousin a porté plainte à cinq reprises contre la filière bois suite à des chantiers particulièrement dévastateurs. « *Mais les tribunaux sont débordés et ces questions jugées non prioritaires* », se désole Vincent. Tant pis pour « *l'espèce emblématique du parc* », la loutre dont la tête riieuse s'affiche sur les prospectus touristiques.

Les forêts industrielles créent un désert biologique

Dans les années 1950, Rachel Carlson, une biologiste américaine, publiait *Un printemps silencieux*, une critique pionnière dans laquelle elle condamnait l'industrialisation des campagnes et leur devenir toxique. Suite à l'épandage de DDT, « *le printemps avait perdu sa voix*, décrivait-elle. *Le matin, naguère vibrant dès l'aube du chœur de dizaines de chants d'oiseaux, aucun son n'était perceptible ; seul le silence régnait sur les champs, les bois et les marécages* ». Comment ne pas voir ici l'écho de ce qui se trame aujourd'hui dans les monocultures forestières ?

L'érosion de la biodiversité est palpable. Tout un cortège d'animaux, d'orchidées, d'insectes se retrouve directement menacé. Chassés des plaines par les activités humaines, ils croyaient trouver dans la forêt leur dernier refuge. Mais les plantations leur ont offert un accueil hostile. Le miroir de ce que à quoi ils tentaient d'échapper. Un monde sous contrôle.

Dans les allées de pins, il n'y a pas d'arbre mort, pas de recoin ni de cavité, pas de vieux arbres dans lesquels nicher ou trouver de la nourriture. 30 % des insectes forestiers en dépendent dont le grand capricorne, les coléoptères, la cétoine dorée. 40 % des oiseaux des bois ont besoin d'arbres sénescents : les pics, les grimpereaux, le gobe mouche, la chouette de Tengman mais aussi le tourquoil fourmillier et la pie grièche grise, dont les populations chutent terriblement ces dernières années. En moyenne, dans les plantations de résineux, les arbres sont âgés de moins de 30 ans. Comment un écosystème peut-il se développer dans ce cas ? « *C'est un champ propre* », s'enthousiasment les industriels. Certes, il est bien astiqué, balayé, nettoyé. La biomasse s'accumule. Mais il est aussi sans vie.

La sylviculture industrielle détruit des milieux invisibles à nos regards

Dans les Landes, un ballet de machines s'affaire sur les parcelles sans que les forestiers se posent la question de leur incidence sur la faune et la flore. On passe des tracteurs surpuissants, la charrue qui lacère le sol, des bulldozers qui déchiquettent les souches. « *Le rouleau landais* » arrache la végétation. C'est une invention locale : une débroussailleuse lourde tractée avec deux rouleaux et des lames qui pénètrent sous terre. Son passage supprime les bruyères, la molinie, les fougères, les ajoncs. Il écrase aussi les petits vertébrés. Les reptiles, les taupes, les hérissons. Tous hachés menus par les rouleaux.

Mais qui se soucie du fadet des lâches, ce papillon brun avec des ocelles pupillés de clair et cernés de jaune ? Qui connaît cette espèce menacée, prise dans les serres du rouleau landais ? La

ylviculture industrielle avance en parallèle de notre ignorance. Elle détruit des milieux invisibles à nos regards.

A l'origine, le profit des coopératives forestières

Les grandes coopératives comme Alliance forêt bois ou la CFBL poussent les propriétaires à multiplier les travaux forestiers. Une fois les tracteurs achetés, il ne faut pas les laisser refroidir. On doit les rentabiliser. Les entrepreneurs ont donc inventé « une sylviculture de la prestation » qui vise à substituer des interventions humaines à des dynamiques naturelles.

- « *Plutôt que la régénération naturelle, privilégiez donc la plantation, le labourage, le désherbage !* »

► « *Votre sol est tassé par les machines ? Une solution existe ! Nous vous proposons une prestation de sous solage avec d'autres machines pour décompacter la parcelle* ».

A chaque étape, le propriétaire sort le carnet de chèque. L'environnement se dégrade mais le business des entrepreneurs, lui, s'épanouit. D'autant plus que les coopératives maîtrisent l'ensemble de la filière. De la production de plants à la commercialisation du bois, du conseil à la conduite de travaux, elles ont créé une situation de quasi monopole. Un salarié de ces entreprises confie : « *C'est une série de conflits d'intérêt, on fait le cubage d'un lot et on l'achète sans acheteur concurrent, on conseille des travaux puis on les réalise.* » Avec son pépiniériste Forelité, Alliance forêt bois vend un tiers des plants en France. Au total, les 19 coopératives françaises contrôlent de l'amont à l'aval un quart des volumes commercialisés en forêt privée.

En quelques décennies, ces acteurs ont réussi à transformer la culture forestière, à en inverser les principes de bases. Jacques, un propriétaire dans les Landes, s'étonne encore de la rapidité de cette mutation. « *Avant, on voulait accompagner la nature et non la maîtriser. Faire le minimum de travaux pour que cela coûte le moins cher.* » Mais une forêt qui pousse toute seule n'est pas intéressante d'un point de vue financier. « *C'est comme une vache qui mange de l'herbe alors qu'on pourrait importer des tourteaux de soja.* »

Une fuite en avant technicienne

Aujourd'hui, les préjugés prospèrent. « *Chez les professionnels, il n'est pas rare d'entendre quelqu'un dire qu'un pin s'arrête de pousser à 40 ans, qu'une forêt s'étouffe et se dégrade si on ne la coupe pas.* » Le productivisme construit ses justifications. Et aux dégâts qu'il provoque, il propose ses propres remèdes. Une fuite en avant technicienne. Les ronces envahissent une parcelle après une coupe rase et empêchent les jeunes plants de se développer. Que faut-il faire ? Arrêter cette méthode qui produit subitement un puits de lumière et favorise ce type de végétation ? Ou continuer comme avant, tout en aspergeant la parcelle d'herbicide ?

Face à l'apparition de l'hylobe, ce charençon dévoreur de résineux, faut-il laisser les parcelles se reposer après une coupe, ne pas désoucher, attendre trois ans que la nature se rééquilibre comme le prônent de nombreux biologistes ? Ou maintenir le même rythme effréné, planter directement sur les décombres de la coupe rase et arroser les jeunes pousses de produits phytosanitaires ? Doit-on traiter chimiquement le fomes, ce champignon qui gangrène le cœur des épicéas ou réintroduire dans les monocultures résineuses des feuillus à titre préventif et curatif comme le proposent des forestiers alternatifs ?

Les chenilles processionnaires, maux du productivisme

Le productivisme ne veut pas ré-interroger ses bases. Il s'afflige des effets mais continue d'adorer les causes. Ce système n'a aucune résilience. « *Nous n'avons pas tiré les leçons des tempêtes, des incendies et des invasions parasitaires qui frappent la forêt des landes* », constate de son côté Jacques. En 2009, 600 000 hectares de forêts ont été balayés par le cyclone Klaus. S'en est suivie une attaque de chenilles processionnaires et en 2010, une invasion de scolytes.

Ces insectes se reproduisent sous les écorces de résineux. Ils font très peu de dégâts dans les forêts mélangées car ils s'attaquent essentiellement aux arbres faibles mais en monoculture leurs populations atteignent de tels niveaux qu'ils dévorent aussi les arbres sains. « *Si on met 50 000 poulets sur 300 mètres carrés, les maladies et les parasites se répandent inévitablement. Avec le pin et le douglas, c'est pareil.* » Aucune autre essence ne sert de pare-feu.

Repenser le mode d'exploitation des forêts

« *En 2009, avec le cyclone Klaus, les arbres qui avaient entre 15 et 35 ans, ceux qui avaient le plus bénéficié du labour et de la fertilisation, n'ont pas résisté. Ils possédaient un réseau racinaire moins solide.* » Au lieu de se remettre en question, les industriels ont imaginé une autre solution, « *l'amélioration génétique des essences de pins pour les faire pousser encore plus vite, les couper encore plus jeunes, entre deux passages de tempêtes* ».

Face à ce constat, Emmanuel Garnier, un historien du climat s'interroge : « *d'autres tempêtes plus violentes ont pourtant eu moins d'impact, parce que la forêt était moins dense et laissait plus de place à d'autres activités. Il est indispensable de repenser la forêt dans son mode d'exploitation et sa quasi exclusivité dans le paysage.* » A relire l'histoire de la forêt artificielle, on peut se demander si la première catastrophe qu'elle ait connu n'est pas celle de sa création.

Gaspard D'Allens

Ce texte est extrait du livre Main basse sur nos forêts (Seuil, 2019), chapitre 2 : « La forêt toxique ».

Vos commentaires

- [1](#) par **Paul**

Pour arrêter le glyphosate, il faudrait peut-être arrêter d'importer du soja transgénique. 90 % de celui qui rentre en France en a reçu sur la culture. Si vous croyez que celle les vaches, les cochons et les poules mangent ce produit importé ne regardez pas ce qu'on met dans la nourriture bon marché.

Ce dossier est politico économique. L'hégémonie américaine sur les protéines a 50 ans. La propagande en est un outil indiscutable et qui marche bien.

[Répondre à ce message](#)

- [1](#) par **Marat !**

On ne voit pas trop où vous voulez en venir...

[Répondre à ce message](#)

• [2](#) par **cyril**

Ce qui est dit est connu ou devrait l'être ; c'est toujours le même constat. Mais, il faut savoir ce que l'on veut.

Ce n'est pas les moyens qu'il faut combattre, c'est la fin. Et la fin, c'est faire de l'argent.

Le capitalisme, ce n'est pas fournir des biens et des services sur lesquels on a réfléchi en amont ; c'est valoriser et accumuler du capital et in fine créer de l'argent.

N'importe quel moyen est bon. Au diable, la vie en général.

Il y a antagonisme absolu entre l'économie et la préservation des ressources.

Le productivisme n'est pas une volonté d'acteurs conscients, mais une obligation liée à la concurrence et donc aux gains de productivité.

Et ce n'est pas en créant de prétendus communs, en apportant quelques retouches mineures et à la marge que l'on changera quoi que ce soit. Ce n'est pas en nationalisant, en ayant pleins de services publics que cela changera. Car, l'Etat, pour perdurer, ponctionne sur la plus-value et donc est totalement tributaire de la création de plus-value et donc d'argent.

Pour sortir de cette impasse, il n'y a qu'une solution. Sortir du capitalisme donc de la transformation de la vie en argent et abolir l'Etat.

[Répondre à ce message](#)

• [^](#) par **Frank**

Mais qu'entendez-vous par "abolir l'état" ?

[Répondre à ce message](#)

• [3](#) par **Georges Duprilot**

Je crois que ce que veut dire Cyril, c'est que l'état est actuellement une entité à structure pyramidale, dans laquelle chaque niveau devient plus puissant, et domine le niveau inférieur, et au sommet, quelques individus concentrent un pouvoir énorme

Il y a l'expression "l'état, c'est nous" ce qui est faux, nous sommes les composants de la nation, mais pour la majorité d'entre nous, notre pouvoir est ridicule, puisqu'il faut se faire gazer et matraquer pour avoir une petite chance d'être entendu !

Conséquence, le "pouvoir" de "l'état" est entre les mains de gens qui sont les valets de "l'économie financière (ou de marché)", au détriment d'une "économie universelle"...

Ainsi, c'est ce monstre qu'est "l'état des ploutocrates" qu'il faut abolir, et qu'il faut remplacer par un système plus horizontal, dont la tâche et l'utilité devrait être "le bien commun" en prenant en compte toutes les composantes de notre planète. Qu'il s'agisse de social humain, de la biodiversité de la faune et de la flore (y compris le microscopique).

Oui, il faut abolir ces "états", qui au long des siècles n'ont été que des pilliers, des provocateurs de guerre, des colonisateurs, pour la prospérité de quelques uns !

33333333333333333333

faire de l'argent et hégémonie US

- voir aussi le documentaire « Le temps des forêts » de François Xavier Drouet (2018) vu au Parnal (Thorens-Glières , Rassemblement CRHA) 19 mai 2019 ;

A l'ONF on se suicide beaucoup (comme chez les paysans et autres france-télécom)

Un intervenant a dit que l'ONF en haute Savoie n'utilise pas tous ces pesticides mais l'ONF sont minoritaire, ; la surface gérée par l'ONF est faible en regard de la forêt privée. La majorité des privés traitent les forêts comme l'agriculture productiviste les champs avec des pesticides : engrais chimique (de synthèse...), désherbant, fongicide, insecticide... pour des raisons de « Rendement »...imbéciles... cela mérite de rappeler encore la bluff de la société de marché, ils ne comptent que ce qui les avantage, pas ce qu'ils appellent les « externalités sociales et écologiques » qui, elles sont à la charge du bien public... - ils sont au rendement, pour le blé par exemple ils ne mesurent que quelques protéines et le poids spécifique mais ces variétés industrielles sont vides en nutriment et les pontes de l'agrobusiness ne comptent pas les dommages il faut leur montrer la facture de la santé, du pillage au sud au détriment de l'agriculture vivrière, le prix du transport, des exportations, du dumping etc bref le bluff de la société de marché (bis repetita) etc

<https://reporterre.net/Forets-publiques-l-Etat-reflechit-au-demantelement-de-l-ONF>

Forêts publiques : l'État réfléchit au démantèlement de l'ONF

7 juin 2019 / [Gaspard d'Allens \(Reporterre\)](#)

En plus des suppressions de postes, l'État réfléchit à confier la gestion des forêts communales à des prestataires privés et à supprimer la consultation de l'ONF en cas de défrichement... Or, selon les travailleurs forestiers, une gestion durable de la forêt dépend du maintien d'un service public forestier fort.

« La France est un grand pays forestier », s'est récemment félicité Emmanuel Macron. Pourtant son service public, l'Office national des forêts ([ONF](#)) se fait démanteler en silence. Ce vendredi 7 juin 2019, les agents de l'établissement public appellent à une nouvelle mobilisation à Épinal, après avoir enchaîné ces dernières années, [les grèves et les blocages](#) ainsi qu'une [longue marche à travers la France cet automne](#). Selon l'intersyndicale, il y a urgence : « *Jamais la privatisation de la gestion des forêts publiques ne s'est profilée de manière aussi évidente* », alerte-t-elle dans un [communiqué](#).

Plusieurs signaux sont, en effet, visibles. Les suppressions d'emplois continuent tandis que l'Office se fait peu à peu déposséder de ses compétences. Certains acteurs de la filière forestière voudraient même déléguer la gestion des forêts communales à des prestataires privés. Un projet de décret sur la simplification de la procédure des autorisations administratives, [actuellement en consultation publique](#), propose aussi de se passer de l'avis de l'ONF en cas de défrichement de forêts publiques. « *Cette mesure de simplification administrative pourrait favoriser la déforestation en France* », avertit le [Snupfen](#) (Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel), le syndicat majoritaire de l'établissement.

Un prochain rapport pourrait remettre en cause l'existence de l'ONF

L'ONF vit peut-être ses dernières heures. Un rapport interministériel doit être publié sous peu. Il présentera différentes pistes d'avenir pour le service public de la forêt dont une remise en cause de l'existence même de l'ONF. « *Le dossier est explosif, rapporte un syndicaliste. On ne sait pas à quelle sauce on va être mangé. Le rapport devait être remis au gouvernement le 28 février 2019 et il n'a toujours pas été rendu public. Le gouvernement attend sûrement l'été pour le publier. Quand tout le monde sera en vacances...* » Interrogé par *Reporterre* sur ce sujet, le ministère de la Transition écologique n'a pas répondu.

Cette actualité s'inscrit dans un contexte financier difficile pour l'Office, qui est fortement endetté. Son déficit atteint 360 millions d'euros et son modèle économique s'est fragilisé avec des cours du bois à la baisse. En cinquante ans, la récolte dans les forêts domaniales a augmenté de 35 % mais la recette correspondant à ces coupes a diminué de 30 %. La subvention du gouvernement prévue pour financer le travail de l'ONF dans les forêts des collectivités a également été réduite.

Pour équilibrer ses comptes, l'établissement public a été obligé de supprimer des postes. Un sur quatre lors des quinze dernières années. Sur les 15.000 emplois que comptait l'ONF en 1985, il n'en reste plus que 9.000. Pire, alors que le [contrat État-ONF](#) pour 2016-2020 promettait d'arrêter cette spirale infernale, la réduction des postes continue : « *En 2018, l'ancien directeur général Christian Dubreuil a annoncé 1.500 nouvelles suppressions d'emplois dans les cinq ans à venir. Dès 2019, il a été décidé de fermer 460 postes. Soit 5 % des effectifs en une seule année !* », s'indigne Philippe Canal, porte-parole du Snupfen, pour qui, « *le service public forestier est en voie de disparition physique* ».

D'autant plus que la proportion de fonctionnaires diminue au sein de l'Office. Ils représentent 56 % du personnel et aucun recrutement n'est prévu en 2019. L'ancien directeur général, Christian Dubreuil, parti à la retraite en janvier 2019, a déclaré, dans le cadre [d'un rapport de l'IGAPS \(Inspection générale de l'appui aux personnes et aux structures](#) (p. 19) qu'« *à l'ONF seuls deux postes justifiaient du statut de fonctionnaire : l'agent comptable et le directeur général* ». « *Une aberration* », juge Philippe Berger, engagé au Snupfen : « *Les fonctionnaires vont devenir minoritaires par rapport aux contractuels et aux salariés de droit privé. Pourtant qui peut mieux qu'un fonctionnaire servir l'intérêt général et éviter la pression des marchands de bois ou des promoteurs ? D'ailleurs, les salariés de droit privé ne sont pas assermentés. Ils ne peuvent pas exercer des missions de police ou de contrôle qui font partie intégrante du métier de garde forestier.* »

Un souhait ancien de privatiser la gestion des forêts

Une autre offensive est en cours. Elle pourrait bouleverser le rôle de l'ONF et limiter son champ d'intervention. Vendredi 7 juin 2019, des annonces du ministre de l'Agriculture sont attendues sur ce point lors du Congrès national des communes forestières à Épinal.

La Fédération nationale des communes forestières ([Encofor](#)), qui organise le colloque, s'est désolidarisée de l'ONF. Elle réclame que « *les communes puissent récupérer la gestion de leur forêt en régie ou avec un autre organisme* ». « *Nous ne voulons pas la fin du service public bien au contraire, mais il faut aujourd'hui tout remettre à plat*, réagit Dominique de la Rochette, chargée de la communication au sein de la fédération. *Le déficit de l'ONF s'accroît de 40 millions d'euros par an. Le maillage du territoire n'est plus respecté. On ne peut plus continuer comme ça.* »

En parallèle, la direction du Trésor, au sein du ministère de l'Économie, souhaite depuis plusieurs années privatiser la gestion des forêts, comme l'indique une note de 2010 : « *À moyen terme, il pourrait être utile d'étudier la proposition de déléguer la gestion des forêts communales sous forme de concessions à des prestataires privés* », peut-on notamment y lire.



Extrait de la note interne de la Direction du trésor, téléchargeable ci-dessus.

Pour les syndicalistes, cette logique qui dépossède l'ONF de ses prérogatives est une grave menace. « *Cela remet en cause notre principe de solidarité nationale au profit des communes riches qui veulent gérer eux-mêmes leur business*, souligne Philippe Berger. *Les communes pauvres vont être désavantagées et ne pourront pas s'acheter les services de prestataires privés.* » Sentant le danger poindre, 500 conseils municipaux ont voté, depuis un mois, des résolutions pour le maintien de l'ONF sur leur territoire.

« Nous avons été contaminés par les logiques productivistes et entrepreneuriales »

À l'origine de cette bataille pour la gestion des forêts communales, on retrouve aussi une critique de la politique actuelle de l'ONF. Selon Michel Benard, syndicaliste à la [CGT Forêt](#), « *l'Office national des forêts cherche à maximiser les profits. Il coupe de plus en plus de bois et délaisse la petite économie locale. Il se comporte comme une entreprise privée qui doit dégager des bénéfices* ». Un ver est déjà dans le fruit. « *La privatisation s'est distillée dans nos métiers. Nous avons été contaminés par les logiques productivistes et entrepreneuriales*, poursuit M. Bénard. *Il ne s'agit pas de défendre en soi l'ONF mais un véritable service public qui réponde aux attentes de la société* ».

Dans un [manifeste](#) sorti début juin, la Fédération des communes forestières propose aussi de séparer les activités commerciales (vente et coupe de bois) des missions non marchandes (protection des sols et des écosystèmes) « *Ces activités sont de natures différentes et les élus doivent pouvoir distinguer leurs conseillers de leurs prestataires* ». Cette proposition n'est pas approuvée par les syndicalistes. « *Cela fragiliserait encore plus le service public de la forêt. Nous serions cantonnés*

à un rôle de contrôleur, analyse Philippe Canal. *Au lieu de gérer de manière durable la forêt, de faire nous-mêmes la politique demandée, on surveillerait simplement les acteurs privés comme des inspecteurs du travail ou des organismes sanitaires. Je pense que c'est moins efficace. »*

Même son de cloche chez les défenseurs de l'environnement. « *Nous voulons que les activités économiques et environnementales restent associées, dans les mains d'un même acteur* », dit Adeline Favrel de [France nature environnement](#). « *La biodiversité et l'écologie ne doivent pas être traitées à côté, à la marge, avec un service public diminué. Elle doit se retrouver au cœur d'une gestion multifonctionnelle.* »

Autre inquiétude : le projet de décret (en consultation publique) sur la simplification des autorisations administratives. Il envisage de supprimer la consultation de l'ONF pour des opérations de déboisement dans les forêts publiques. « *Dorénavant, pour décider d'autoriser ou non la transformation d'une forêt en zone commerciale, en lotissement ou en champ de blé, l'État se passera de notre avis* », s'inquiète le Snupfen. *Pourtant, qui connaît mieux ces forêts que nous le service public qui les protège et les gère depuis des siècles ? »*

Lire aussi : [Une longue marche lance le combat contre l'industrialisation de la forêt](#)

Source : Gaspard d'Allens pour *Reporterre*

Gaspard d'Allens est l'auteur de : [Main basse sur nos forêts](#)

Même si l'avis de l'ONF restait consultatif, il a pu, à plusieurs reprises, bloquer ou modifier des projets d'aménagement comme des carrières, des pistes de ski et des barrages. À Bure (Meuse), l'ONF avait aussi émis des réserves sur le défrichage du bois Lejuc qui doit accueillir un site d'enfouissement de déchets nucléaires.

En voulant simplifier les procédures administratives, ce décret ouvre donc la voie aux bétonneurs et pourrait selon les syndicalistes toucher plusieurs milliers d'hectares par an. « *Il va dans le sens du défrichage à tout va et de l'absence de gestion durable de la forêt* », admet de son côté Guillaume Tumerelle, avocat et professeur de droit forestier. « *Ce gouvernement n'est pas cohérent entre ses paroles et ses actes, ajoute Adeline Favrel, de France nature environnement. Alors qu'il dit vouloir protéger les écosystèmes naturels, il prend des mesures pour faciliter le changement d'usage des sols qui a été reconnu comme la première cause de [disparition de la biodiversité](#).* »

Malgré nos demandes répétées, ni la direction de l'ONF ni le ministère de la Transition écologique n'ont répondu à nos questions.

500 millions d'euros à la forêt publique [2]. « *La tempête a servi de prétexte. Elle a accéléré le processus. Mais le ver était déjà dans le fruit*, nuance Philippe Canal, porte-parole du Snupfen, le principal syndicat de l'ONF. *Depuis sa création en 1964, l'ONF a un mode de financement bancal qui dépend de la vente de bois. D'où une pression toujours plus forte pour en couper davantage et délaissier certaines missions jugées non rentables, comme celles liées à l'environnement, à l'accueil du public ou à la surveillance* ». Depuis quatre décennies, le volume de bois récolté a augmenté d'un tiers alors que les recettes provenant de ces ventes ont baissé de 35 %. « *C'est un fonctionnement suicidaire ! Le financement de l'ONF devrait être libéré des contraintes du marché du bois* », juge Philippe Canal.

S'occuper d'une forêt « comme un conseiller bancaire gère des portefeuilles »

En 2002, les forestiers voient arriver de drôles de collègues, sans bottes ni uniforme vert, mais affublés de cravates et abusant des tableaux Excel. « *Des cabinets d'audit international comme Deloitte & Touche ont été mandatés par la direction pour proposer des réformes*, rapporte un syndicaliste. *Fortement influencés par l'univers concurrentiel et la gestion telle qu'elle se pratique dans les entreprises privées, ces consultants ont calqué ce qu'ils connaissaient pour le plaquer tel quel sur le service public.* » Le « *Projet pour l'office* » qui est ressorti des analyses de ces consultants exige un gain de productivité de 30% en cinq ans et une baisse des effectifs [3]. Un coup dur pour les forestiers.

L'exploitation et la commercialisation de bois ont toujours fait partie des missions de l'ONF, mais la consécration des exigences de rentabilité amorce une transformation en profondeur de l'institution. La bataille qui commence alors est aussi sémantique. « *Tout un vocabulaire nous envahit et transforme la philosophie de notre métier. Nous ne devons plus nous appeler "garde forestier", mais "agent patrimonial"* », illustre Jérôme [4]. Pour cet homme des forêts qui travaille depuis plus de trente ans au sein de l'établissement, la modification n'est pas anodine. « *Elle transforme notre identité. Alors qu'un garde forestier protège les milieux naturels, prend soin d'un territoire, un agent patrimonial s'occupe d'une forêt comme un conseiller bancaire gère des portefeuilles.* »

« Nous avons perdu ce qui faisait notre fierté : le regard global sur la forêt »

« *Contrat* », « *performance* », « *feuille de route* », « *cible* », le quotidien des forestiers s'est ensuite peuplé de ces mots qui ont plus à voir avec le CAC40 qu'avec la protection de la nature. « *Ce n'est pas seulement idéologique, cela a un impact réel sur nos vies et nos journées de travail, que l'on passe de plus en plus derrière l'écran, à devoir se justifier*, poursuit Jérôme. *On nous demande de classer nos activités en "grands domaines fonctionnels", plus ou moins rentables. On sectorise. D'un côté on crée un service "forêt", de l'autre un service "bois". À partir du moment où l'arbre est couché, ce n'est plus le même service qui en est chargé, alors que les arbres sont pour nous des ressources gérées sur des décennies, voir des siècles. Aujourd'hui, quand nous nous promenons en forêt, nous ne sommes plus censés voir que les futures grumes [le tronc de l'arbre abattu et ébranché, ndlr], pas la qualité du sol, ni l'humus, ni les arbres morts, ni la nidification. Pour cela, nous avons maintenant des responsables environnementaux dédiés.* »

Ce changement imposé dans la manière d'aborder la forêt, le professionnel le ressent comme une perte de sens. « *Nous avons perdu ce qui faisait notre fierté : le regard global sur la forêt, la*

polyvalence et la diversité de notre métier. Nous devenons de simples techniciens. C'est une forme pernicieuse de taylorisme. » Cette tendance productiviste s'est accompagnée de coupes claires dans les effectifs. Entre 2002 et 2016, un quart des effectifs a été supprimé, [rappelait](#) le directeur de l'ONF, Christian Dubreuil, devant le Sénat en mars 2018. « *Ces trente dernières années, l'ONF est passé de 15 000 à 9000 employés. 4 emplois sur 10 ont été supprimés*, déplore Frédéric Bedel, du Snupfen. *Nous avons vécu avant l'heure la Révision générale des politiques publiques* », dit-il, en référence à la fameuse « RGPP », politique de réduction du nombre de fonctionnaires lancée par Nicolas Sarkozy en 2007.

Vers une surexploitation des forêts publiques

Résultat : de plus en plus des contractuels sont embauchés. « *C'est une privatisation rampante. En 2018, aucun fonctionnaire ne sera recruté. Ce ne seront que des salariés de droit privé*, explique Philippe Canal. *Les fonctionnaires ne représentent plus que 60 % des effectifs. Dans quelques années, nous serons minoritaires, et le statut de l'établissement changera.* » Christian Dubreuil, l'énarque à la tête de l'ONF, ne s'en cache pas. « *Comme l'avait préconisé la Cour des comptes, l'Office remplace les 200 fonctionnaires qui partent en retraite chaque année par 70 % de fonctionnaires et 30 % de salariés de droit privé* », [affirmait-il](#) aux sénateurs il y a quelques mois. Il évoquait aussi une « *substitution progressive* » des fonctionnaires par des salariés de droit privé, pour faire baisser le coût de la masse salariale.

« *Avec des hommes broyés, il y a de forte chance que la forêt soit, elle-même, transformée en pellet.* » Il y a de l'ironie dans la formule de Thomas, jeune forestier, mais aussi beaucoup d'amertume. Le management néolibéral s'accompagne d'une poussée productiviste. Avec des conséquences directes sur les forêts publiques. La surface que doit gérer un garde forestier a doublé, selon le syndicaliste Philippe Bedel. « *Et ce, dans des espaces de plus en plus grands, éclatés, déconnectés. Le forestier perd ainsi le lien affectif avec son territoire. C'est alors plus difficile de faire un travail de qualité* », souligne-t-il. Sur le marché du bois, les forêts publiques, plus grandes et souvent plus faciles à exploiter, fournissent 40% du bois français, alors qu'elles ne représentent qu'un quart de la surface forestière [5]. La pression économique devrait encore s'y accentuer.

Des tags « non aux forêts mortes » apparaissent dans les sous-bois

En 2016, la direction de l'ONF signe avec l'État son contrat d'objectif et de performance pluriannuel. Ce document est rejeté par l'ensemble des organisations syndicales ainsi que par [France nature environnement](#) : Il prévoit, en cumulant forêts domaniales (propriétés de l'État) et forêts communales, de prélever en 2020 environ un million de mètres-cube de bois supplémentaires par rapport à 2014. [Le document](#) précise aussi que l'ONF devra mener « *des actions de sensibilisation du public de façon à améliorer l'acceptation sociale des récoltes de bois* ». Face à ces objectifs, sur le terrain, le malaise est grand parmi les forestiers et la population. Dans la forêt de Compiègne, des tags « *non aux forêts mortes* » apparaissent [6]. Face aux coupes qu'elles jugent excessives dans la forêt de Mormal, près de Maubeuge dans le Nord, des associations citoyennes ont attaqué l'ONF en justice. Elle n'ont pas eu gain de cause. Mais au sein même de la profession, « *de nombreux salariés considèrent devoir protéger la forêt contre l'ONF* », dit Philippe Canal.

De fait, l'office subordonne ses activités aux appétits de l'industrie. Elle se retrouve même au cœur des dérives de la biomasse. L'institution forestière a ainsi fourni la centrale de Gardanne, qui produit de l'électricité à partir de la biomasse, avec du bois jurassien coupé à 500 kilomètres de distance de l'usine. « *On vend l'ONF aux marchands de bois* », déplore Michel, un retraité de l'office inscrit à la CGT. Les syndicats pointent de récents recrutements de responsables commerciaux qui sont également grossistes et gérants d'entreprises dans la filière bois privée. Selon eux, « *ce type d'embauche pourrait provoquer de graves conflits d'intérêts et menacer une gestion durable des forêts publiques* ».

Mise en cause d'un management brutal

« *Toutes ces politiques vont à l'encontre de mes convictions, juge un jeune garde forestier de 26 ans. Je ne suis pas qu'un "coupeur de bois". Je considère que je travaille davantage pour les arbres que pour un patron ou pour une entreprise.* » Récemment, un autre garde forestier, Daniel Pons, a été condamné par sa hiérarchie pour avoir proposé « *une sylviculture douce* » à une commune dont il assure le suivi, en Haute-Garonne. Selon lui, le terme a déplu à son directeur. Le forestier raconte : « *S'il y a une sylviculture douce, cela veut dire qu'il y aurait aussi une sylviculture violente, m'avait répondu le directeur.* » Ce dernier a préféré engager une enquête disciplinaire et punir d'un avertissement son collaborateur. « *C'était une manière de me museler* », estime Daniel Pons, très impliqué syndicalement.

Selon les syndicats, l'ONF souffrirait même d'une tendance à l'autoritarisme. Ils reprochent à la direction plusieurs limogeages — dont celui du directeur financier et de la directrice générale adjointe — survenus depuis la nomination du nouveau directeur général. « *Le climat social délétère* » [dénoncé](#) par l'intersyndicale a poussé en septembre 2017 cinq syndicats à démissionner des instances représentatives de l'Office. « *Il n'y a plus de dialogue possible. La direction est sourde et aveugle. C'est un management par la terreur* », relate Corinne Larenaudie, syndiquée à l'Unsa, lors d'une manifestation des forestiers en juin dernier.

Démotivation, stress, perte de sens et suicides

En 2012, un [audit interne commandé par l'ONF](#) révélait « *une situation préoccupante* » sur le plan social, « *ainsi que du point de vue de la santé psychologique des personnes* ». Seuls 16% du personnel disaient alors avoir confiance en la direction générale. Les trois quart jugeaient les réformes de manière négative. Bref, une situation de défiance.

Pire, l'étude montrait les traumatismes que la mutation de l'office a engendrés : démotivation au travail, niveau de stress élevé, perte de sens, risque important de troubles psychosociaux, perte de repères, sentiment d'isolement... Le 12 février 2013, sur l'île de la Réunion, un agent de l'ONF exécute son DRH en pleine discussion de travail avant de retourner l'arme contre lui pour se donner la mort. La communication officielle nie alors tout lien entre ce drame et le malaise social au sein de l'établissement.

Mais deux agents se sont encore suicidés en mars et avril de cette même année 2013. Et au moins [trois suicides](#) avaient endeuillé l'office en 2011. Sur les quinze dernières années, l'ONF a compté plus de 40 suicides parmi ses agents. « *C'est proportionnellement autant qu'à France télécom, mais personne n'en parle, soupire un forestier. La souffrance au travail est absente des discussions*

« Il va bien falloir prendre parti dans la guerre en cours, entre les managers et les alliés du vivant »

par [Rachel Knaebel](#) 20.6.2018

D'un côté la biodiversité disparaît à grande vitesse, à cause des pesticides, du bétonnage et de la déforestation industrielle. De l'autre, de plus en plus de populations et territoires se soulèvent contre ces projets funestes. Dans son ouvrage *Être Forêts, habiter des territoires en lutte*, le philosophe et bâtisseur Jean-Baptiste Vidalou se penche sur la forêt, lieu de résistances à l'exploitation de la terre et des hommes, défendue par « ceux qui élaborent et font vivre des communs » : « *Un monde pluriel, attaché à des territoires, des animaux, des plantes, un monde qui favorise l'hétérogénéité du vivant plutôt que l'homogénéisation capitaliste.* » Entretien.

Basta ! : Forêt de Rohanne sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes, Bois Lejuc à Bure, forêt de Bialowieza en Pologne... La forêt est-elle un nouveau terrain de luttes ? Est-ce pour cela que vous vous y intéressez ?

Jean-Baptiste Vidalou [1] : Je me suis intéressé à l'histoire des forêts d'abord parce que j'ai vécu dans l'une des plus belles forêts de France, la forêt cévenole. J'y ai passé plus de quatre ans en plein milieu d'une châtaigneraie. C'est quelque chose d'assez fort, une expérience sensible qui traverse les couches profondes de l'être. Ce qui m'a intéressé dans les forêts, dans cette réalité sensible, c'est non seulement la profusion des formes de vie qui l'habitent, mais aussi son hybridation. Il faut savoir que dans les Cévennes, la forêt de châtaignier était considérée par les anciens comme un verger. Ce n'est qu'avec la déprise agricole et les maladies de l'arbre que ces vergers se sont transformés en forêts « abandonnées ».

Ce qui pour le touriste apparaît comme sauvage est pour le paysan une friche. C'est là que les choses deviennent intéressantes car, bien sûr, de nouvelles pratiques naissent dans ces « friches ». Des pratiques de cueillette, d'autres formes de travail en forêt, du débardage animal, ou encore une foresterie respectueuse des sols voient le jour, ainsi que tout un tas de gens qui sont prêts à y rebâtir des ruines, à reprendre des activités agricoles. Et surtout, à le faire collectivement, en recréant du lien, en politisant l'ancrage et les manières d'habiter. C'est en fait un certain retour, non pas à la terre, mais sur terre.

Il faut, je crois, en finir avec cette idée d'une forêt vierge à préserver. Les forêts primaires n'existent plus en France ! Ce qu'il faut défendre ce n'est pas un passé plus ou moins mythologique mais un rapport vivant à ce qui est là, pleinement là, entre nos mains, sous nos pieds, autour de nous, et en nous. C'est bien ce rapport indivisible au monde qui, aujourd'hui, contient une charge politique phénoménale. À la Zad de Notre-Dame-des-Landes et partout sur les territoires en lutte, des gens se battent, parfois au risque de leur vie, non seulement contre tel ou tel « projet inutile », mais précisément pour une vision enfin située du monde. Non pas le monde un et universel du modèle occidental – économique, managérial par excellence – mais ce que les zapatistes, par exemple, appellent « *un monde qui contient de multiples mondes* ». C'est-à-dire un monde pluriel, attaché à

des territoires, des animaux, des plantes, un monde qui favorise l'hétérogénéité du vivant plutôt que l'homogénéisation capitaliste.

Parmi les luttes du passé qui se sont déroulées dans les forêts, vous vous êtes intéressé en particulier à l'exemple des Camisards, des paysans protestants des Cévennes au tout début du 18ème siècle [2]. En quoi est-il exemplaire ?

La mise en gestion historique des forêts n'est pas propre aux Cévennes. Cela s'est produit sur tout le territoire français et européen. Le début de l'aménagement du territoire, tel qu'il a été appliqué sur les vallées considérées comme trop enclavées des Cévennes, correspond à l'époque de la guerre des Camisards. Néanmoins, dans cette guerre, on ne peut pas parler de revendications paysannes propres à la gestion forestière, comme cela sera clairement le cas pour la guerre des demoiselles en Ariège, en 1830 [3]. La guerre des Camisards, ou plutôt cette guérilla, a pris la forêt comme champ de bataille pour des raisons tactiques : la forêt ouvrait un éventail de cachettes infinies. Elle était aussi le lieu des assemblées clandestines, comme par ailleurs les grottes qui offraient des lieux de rendez vous pour se rassembler, prier, conspirer, s'organiser.

Mais les Camisards ont réussi à faire venir la forêt, ou si l'on préfère l'« effet forêt », dans les plaines, les villes, en se déguisant, en créant des embuscades. C'est évidemment cet usage de l'opacité naturelle comme principe d'autodéfense que le pouvoir royal attaqua en perçant des routes dites « pénétrantes », plus larges que les chemins muletiers pour désenclaver et donc mieux contrôler le territoire cévenol. Et c'est encore la même dynamique à l'œuvre aujourd'hui dans tous les projets d'infrastructure : contrôler les voies de communication, c'est contrôler les choses et les êtres qui y circulent. C'est ce que les experts appellent le « maillage territorial ».

Dans de nombreuses luttes – Zad de France, Val de Suse en Italie, mouvement contre un projet d'aéroport au Mexique... – on se bat d'abord pour un territoire. S'agit-il de quelque chose de réellement nouveau ?

Cela a sans doute toujours existé, mais le fait politique majeur des dix dernières années est que les luttes les plus intéressantes, et celles qui durent, sont des luttes territoriales. Sans doute parce que notre rapport à la terre, je veux dire à la terre non comme entité globale, non comme système à gérer, non comme méga-machine, mais la terre comme réalité sensible à laquelle il s'agit de se lier et de penser avec. Ce rapport politique à l'élément terrestre est devenu incontournable. Et ce n'est plus qu'une question d'écologie laissée aux seuls partis ou associations censées représenter et gérer ces problèmes, mais une perception commune de plus en plus partagée.

Face à l'aménagement et à sa caste d'experts hors sol – qui entend faire perdurer sa vision d'une nature à transformer pour les seuls besoins de l'humain et de son progrès, quoiqu'il en coûte – les « terrestres », ceux qui luttent, ceux qui défendent un territoire, ceux qui élaborent et font vivre des communs, disent « *Non, vous ne passerez pas avec vos machines et votre police, détruire nos habitats, détruire nos animaux, détruire nos jardins, détruire nos corps* » ! C'est quelque chose qui sera toujours réactualisé malgré les défaites et les blessures. Parce qu'il s'agit – ni plus ni moins – d'une guerre au vivant.

Quel rôle joue aujourd'hui notre imaginaire de la forêt dans ces luttes ? Y a-t-il un imaginaire commun de la forêt qui circule et les alimente, de Nantes au Mexique ?

C'est une question compliquée car l'imaginaire est difficilement généralisable, et encore moins délocalisable. Il est clair que des imaginaires communs circulent, mais ils circulent par des canaux trans-historiques, et le plus souvent invisibles. Peu importe la séparation des siècles ou de la géographie, il y a toujours des événements qui font retour et irriguent notre présent. Entre le *Black act* en Angleterre [loi adoptée par le Parlement anglais en 1723, qui punit de pendaison le braconnage des cerfs dans les forêts royales et les parcs seigneuriaux] au 18ème siècle, la guerre des demoiselles au 19ème en Ariège, les résistants des maquis antifascistes des Cévennes, des hérétiques des montagnes alpines du 13ème, des esclaves marrons en fuite trouvant refuge dans les forêts, quel imaginaire commun [4] ? Sinon celui de zones où des formes de résistance se sont constituées très précisément contre les pouvoirs dominants ?

Un imaginaire commun qui – du mouvement contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, contre l'aéroport et son monde à Notre-Dame-des-Landes, contre un Center parc à Roybon, contre un centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, contre un méga-transformateur dans le sud Aveyron – dit que nous ne voulons pas de ces projets, et que nous sommes porteurs d'une autre vision du monde absolument incompatible avec celle de l'économie. Mais il faut dire que partout ces rencontres se font, partout où des personnes se lèvent et s'insurgent. Ce n'est qu'un début. La solidarité internationale pendant les phases d'expulsion de la Zad l'a assez montré malgré les 2500 gendarmes mobilisés sur zone comme une véritable armée avec ses tanks, ses drones, ses grenades « GLI F4 ».

Votre livre se veut aussi une charge contre l'aménagement du territoire, dans lequel, dites-vous, « l'ingénieur est l'allié du militaire »...

Oui, c'est un lien historique qui doit être remis en lumière aujourd'hui. Dès le 12ème siècle, l'« ingeniator », est celui qui procède au « proujet », c'est-à-dire à la reconnaissance avancée d'une place en vue de son siège. L'ingénieur est d'abord un inventeur d'engins de guerre, un planificateur de forts. C'est encore ce lien entre la figure de l'ingénieur et celle du militaire qu'il s'agit de repérer dans toutes les entreprises de management qui marchent à présent sur les ruines du monde social. Si l'on veut comprendre quelque chose à la politique macroniste, c'est à ce niveau très précis. Macron ne s'est pas identifié publiquement, dès son élection, à la figure historique de Saint-Simon sans reprendre à son compte la prêche de la « religion industrielle » qui allait voir, dès le début du 19ème siècle, s'affirmer l'alliance entre les banques et les grands constructeurs de réseaux, chemins de fers en tête.

Toute l'histoire du management moderne, de la conduite entrepreneuriale, et de la gouvernance, est attachée à la figure de l'ingénieur polytechnicien telle que portée par le saint-simonisme, dont le but avoué était de retirer le pouvoir des mains du politique pour le donner aux industriels.

L'aménagement du territoire tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est qu'une application de cette pensée planificatrice.

Vous critiquez aussi les parcs naturels. Ne sont-ils pas, pourtant, un outil de préservation de la forêt et des territoires ?

Les parcs naturels ne sont qu'un symptôme d'un phénomène plus large. Ce phénomène est celui de la « préservation des ressources », mais une « préservation » qui historiquement, autour des 17ème et 18ème siècles, avec la naissance de la foresterie moderne en Allemagne et en France, est d'abord

liée à l'exploitation accélérée de ces ressources. L'idée même de « développement durable » que nous héritons de cette époque est une idée d'économistes, consistant à savoir comment augmenter ce qui est appelé les « richesses renaissantes », sans détruire les « biens-fonds », c'est-à-dire les ressources naturelles elles-mêmes, comme une forêt par exemple. Préserver et exploiter sont deux faces d'une même pièce, les deux pôles d'un même processus économique : mettre le vivant en calcul.

Aujourd'hui, la gestion globale de la biodiversité possède sa propre histoire qui remonte aux discours cybernétiques sur le vivant, compris comme une grande machine faite de boucles de rétroaction. Ce qui par ailleurs n'a rien à voir avec la multiplicité incalculable des formes de vie qui font un milieu riche en biodiversité. On retrouve, in fine, la vieille dogmatique de l'économie qui consiste à mettre en équivalence ce qui est sans équivalence. Jusqu'à en arriver aux folies chiffrées des mécanismes de compensation : une zone humide détruite ici serait dite équivalente avec une autre zone considérée comme préservée ailleurs, et donc la destruction peut être dite « compensée ». Elle peut entrer dans un système monétaire, qui est un système abstrait. C'est avec cette pensée de l'abstraction qu'il faut en finir.

La cohabitation entre forêts « sauvages », et forêts en partie destinées aux loisirs et à l'exploitation est-elle impossible ?

Je ne suis pas un nostalgique de la forêt sauvage. Le « sauvage » est un concept occidental, qui constitue un dispositif de distanciation par rapport à la nature, qui sera soit préservée, dans les parcs par exemple, ou bien exploitée. Dans les deux cas, les habitants y sont de trop, comme ce fut le cas des indiens qui se sont fait expulsés ou tués pour la création du premier parc national des États-Unis, le Yellowstone. Ce qu'il y a toujours eu, en revanche, ce sont des usages quotidiens que les communautés villageoises ont entretenus avec les forêts. Des usages coutumiers, des rituels, des imaginaires, des contes, du pâturage en sous bois, du jardinage forestier.

C'est ce que pratiquent encore bien des peuples et c'est ce que certains groupes, qui repensent leur lien à la terre, essaient d'imaginer en termes de « communalités » où le travail collectif en forêt n'est pas incompatible avec la flânerie, la botanique, la construction ou l'autodéfense. Je pense évidemment aux Zad. Lorsque l'aménagement du territoire, en revanche, découpe la terre en différents pôles industriels, récréatifs ou sanctuarisés, il brise ce monde pour en sortir de la valeur : valeur marchande, valeur touristique, valeur de biodiversité... La valeur, voilà la prédation. Ce qui est certain c'est que la « bonne cohabitation » du capitalisme avec cette planète, elle, n'est pas possible.

Parmi les grands projets qui font face à une forte résistance aujourd'hui en France, il y a la centrale à biomasse de Gardanne. Vous critiquez sévèrement la production d'énergie à partir du bois, et l'idée même de « transition énergétique ». Pourquoi ?

Pour commencer, le bois énergie est une aberration énergétique puisque son rendement n'est que de 30%. C'est-à-dire qu'il faut brûler trois arbres pour que le dernier produise de l'électricité. Les deux premiers partent en pure perte. Ensuite c'est une catastrophe au niveau de l'approvisionnement. La centrale à biomasse de Gardanne, près de Marseille, nécessite pas moins de 850 000 m³ de bois par an, du bois qui vient d'ailleurs pour le moment du Brésil et du Canada. Et on parle d'énergie verte... C'est absurde ! Il s'agit bien d'une même logique extractiviste qui saisit la planète entière comme

un gigantesque stock de ressources à extraire pour les besoins de la méga-machine capitaliste. Il n'est qu'à observer comment opère l'industrie forestière, par exemple dans le Limousin, pour se rendre compte des ravages sur les sols et les rivières. Il s'agit là du premier problème : ce système considère le vivant comme un réservoir dans lequel puiser, à l'infini. Le discours officiel sur les énergies renouvelables cache ce fait majeur : la production électrique à partir des ressources renouvelables, biomasse en tête, poursuit le même mécanisme fossile, car toutes les infrastructures sont pensées depuis ce paradigme historique.

Il n'y a en fait jamais eu de transition dans l'histoire des énergies, mais toujours des additions. Une forme d'énergie s'intégrant à l'autre. Nous n'avons jamais consommé autant de charbon qu'aujourd'hui... Aussi, il n'y a pas d'énergie verte sans la masse des ressources extraites aux quatre coins de la planète, pour faire du bois-énergie en France avec des arbres du Canada et du Brésil. Prenons aussi le cas d'une éolienne de 150 mètres de haut, imaginez ce qu'il faut pour une seule de ces machines : des tonnes de béton pour le socle, une armée de camions et de tractopelles, des quantités astronomiques de ferraille, beaucoup de cuivre, des métaux rares pour les aimants permanents des turbines, dont on sait les effets catastrophiques de l'extraction sur les populations qui habitent autour des mines. Pour que nos villes « smart » et nos réseaux intelligents fonctionnent il faut « invisibiliser » toute cette machinerie gigantesque. Et cette machinerie n'a rien de « propre ».

Les personnels de l'Office national des forêts ont entamé un mouvement social contre la privatisation et l'industrialisation des forêts françaises. Qu'en pensez-vous ?

Ce que je sais de ce mouvement, certes minoritaire chez ce grand corps d'État très vieux et très intégré, c'est qu'il se fonde, comme partout ailleurs dans le monde du travail, sur une critique du taylorisme. Car là aussi il faut faire du chiffre, du chiffre avec des arbres. Le taylorisme appliqué à ce métier en est arrivé à transformer le forestier en manager et le bûcheron en technicien. D'ailleurs les coupes s'effectuent de plus en plus avec des machines surpuissantes, capable de couper, ébrancher, débiter un arbre en quelques secondes. On voit tout de suite le genre de dégâts sur les sols que ces abatteuses à tête multifonctionnelle peuvent entraîner. Une fois de plus, c'est un problème éthique : quel sens y a-t-il à « opérer en forêt » depuis une cabine de pilotage, tellement extérieure au milieu qu'on est en train de ravager ? C'est la pensée qui réduit le vivant à de la pure ressource à extraire, et l'ouvrier à un agent rationnel de cette extraction. Si on veut ouvrir des chemins moins funestes, il faudra bien en finir avec cette folie de la raison économique et prendre parti dans la guerre en cours. La guerre entre les managers et les alliés du vivant.

Propos recueillis par Rachel Knaebel

Notes

[1] Jean-Baptiste Vidalou, bâtisseur en pierre sèche et agrégé de philosophie, est l'auteur de l'ouvrage *Être forêts*, publié fin 2017 au label Zones des éditions La Découverte.

[2] Les Camisards, paysans protestants des Cévennes, ont déclenché une guérilla contre le pouvoir royal en 1702, en réponse aux persécutions que subissaient les protestants depuis la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685.

[3] En 1829, le roi de France Charles X décide de reprendre aux communes le sol domanial en instaurant une nouvelle administration forestière. Dans l'Ariège, les paysans s'insurgent. Ils attaquent, déguisés en femmes, les grands propriétaires, les gardes forestiers, les gendarmes.

[4] Le Black Act est une loi adoptée par le Parlement anglais en 1723, qui punit de pendaison le braconnage des cerfs dans les forêts royales et les parcs seigneuriaux. La peine de mort est bientôt étendue au simple fait de venir y ramasser du bois ou de la tourbe. La loi ne sera abrogée qu'en 1827. Lire à ce sujet *La guerre des forêts. Lutttes sociales dans l'Angleterre du XVIIIe siècle*, [La Découverte](#), 2014. Être forêts
Habiter des territoires en lutte

Jean-Baptiste VIDALOU

Depuis une dizaine d'années, que ce soit dans les bois de Sivens, à Notre-Dame-des-Landes, à Bure ou dans les Cévennes, il est évident qu'il se passe quelque chose du côté de la forêt. Certains ont commencé à habiter ces espaces, avec la détermination de sortir du monde mortifère de l'économie. Un tout autre rapport au monde s'y bâtit, à l'opposé de cette science militaire qu'est l'aménagement du territoire – ici contre un barrage, là contre un aéroport, ou une extraction de biomasse.

Ce n'est pas qu'une affaire locale : les paysans du Guerrero au Mexique se battent depuis plus de dix ans pour libérer leurs forêts des exploitants, les trappeurs du peuple cri du Canada défendent la forêt boréale de Broadback contre la déforestation, les Penan de Bornéo s'arment de sarbacanes contre les compagnies de plantation de palmiers à huile... Partout des luttes résonnent de cette même idée : la forêt n'est pas une réserve de biosphère ou un puits de carbone.

La forêt, c'est un peuple qui s'insurge. Nous sommes allés à la rencontre de ces forêts et de celles et ceux qui les défendent. Nous y avons découvert des continents innombrables, des sentiers inédits, des êtres ingouvernables. Toute une géographie depuis laquelle il était possible, enfin, de respirer.

commentaires :

- [1](#) par **Ernest London**

Sur la Zad de Notre Dame des Landes, on peut lire "ÉLOGES DES MAUVAISES HERBES - Ce que nous devons à la ZAD", avec des contributions d'Alain Damasio, Virginie Despentes, David Graeber, Bruno Latour, Pablo Servigne, Vandana Shiva, Kristin Ross, Olivier Abel, Christophe Bonneuil, Patrick Bouchain, Amandine Gay, John Jordan, Wilfried Lupano, Geneviève Pruvost, Nathalie Quintane, Starhawk.

Compte-rendu de lecture sur le blog de la Bibliothèque Fahrenheit 451 :

<https://bibliothequefahrenheit.blogspot.com/2018/06/eloges-des-mauvaises-herbes-ce-que-nous.html#more>

[Répondre à ce message](#)

- [2](#) par **PopoF**

Globalement d'accord avec tout ça, j'aurais quand même quelques nuances à apporter :

► C'est une bonne chose de ne pas mythifier la "forêt sauvage", attention à ne pas mythifier non plus un "usage raisonnée par les communautés locales" supposé, car ce n'est pas systématique.

C'est suite à des défrichements trop importants des communautés locales que le corps des forestiers a été créé, pour limiter/encadrer ces déboisements (entre autres...).

► Sur le "bois énergie", on est bien d'accord que brûler du bois pour produire de l'électricité est une aberration ! Mais le bois est probablement le plus adapté pour la production de chaleur (le terme "bois-énergie" regroupe la production d'élec ET de chaleur)

► La "compensation écologique" est aussi une aberration. Par contre, l'estimation (y compris monétaire) de services rendus par un écosystème peut avoir une utilité en terme de communication, pour les citoyens comme pour les décideurs. Dire qu'un hectare de forêt en "bon état écologique" permet à la collectivité d'économiser X centaines d'€/an en épuration des eaux, c'est parlant et ça incite à en prendre soin. C'est quand un industriel propose ce même montant annuel à une collectivité pour obtenir le droit de raser cet hectare de forêt, qu'on tombe dans une soi-disant "compensation" déconnectée de toute réalité.

[Répondre à ce message](#)

- [3](#) par **Guillaume**

Il me semble un peu dommage de mettre tous les parcs naturels dans le même panier en disant qu'il n'y en a que pour la préservation. Les parcs naturels régionaux ne sont pas du tout sur cette approche, et sont loin de vouloir "mettre les gens dehors". Et je crois que les parcs nationaux sont moins "obsédés" par la préservation qu'avant.